

À DÉFAUT D'ÊTRE CHAUD, L'HIVER S'ANNONCE CÔTEUX !



La première décision de Philippe Martin qui a remplacé Delphine Batho comme ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie est d'accepter l'augmentation des tarifs d'électricité de plus de 5 % pour août 2013 ainsi qu'en août 2014.

Il s'agit de la plus forte hausse de ces dix dernières années. A défaut d'être chaud, l'hiver s'annonce coûteux ! Cette annonce représente un cadeau de départ en vacances, dont nombre de Français auraient aimé se passer !

Cette augmentation est inacceptable. Elle porte exclusivement sur les tarifs réglementés pour les particuliers : une fois encore les grandes entreprises en sont préservées.

La Commission de régulation de l'énergie demandait depuis plusieurs années une augmentation des tarifs de l'énergie pour donner à EDF les moyens d'investir dans son outil industriel et productif.

Le gouvernement Sarkozy/Fillon avait volontairement limité les hausses dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012.

Si EDF doit disposer de moyens financiers pour faire face à ses charges, le PCF considère que d'autres solutions que celles consistant à faire les poches des Français une fois de plus, doivent être utilisées.

Ainsi l'État, qui est actionnaire majoritaire d'EDF, détenant 84,48% de son capital, prélève 2,3 milliards d'euros de dividendes par an.

Nous proposons que l'État, fasse l'impasse sur cette recette pour son budget général et permette à EDF de consacrer cette part de son chiffre d'affaires à ses activités.

Comme l'ordonne la commission européenne

libérale à l'appui des divers traités européens depuis 2005, l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie ne fait pas baisser les prix, bien au contraire !

C'est toujours et encore la rengaine de l'austérité avec des conséquences terribles, dans la vie quotidienne, qui s'accumulent. Chaque jour, 8 millions de personnes confrontées à la précarité énergétique ont besoin d'un soutien financier pour régler les factures d'eau, d'électricité et de gaz.

Augmenter sans cesse les prix de l'accès à l'énergie, c'est donc bien mettre en danger l'accès de toutes et tous à des biens élémentaires, essentiels à la vie, au quotidien.

Il est inacceptable de restreindre l'accès à des biens communs de l'humanité, et donc de remettre en cause le fait pour chacun de pouvoir se chauffer, être éclairé, boire...

Leur libéralisation conduit à des gâchis : l'affectation des ressources de l'entreprise à la concurrence internationale plutôt qu'au développement local, la revente contrainte d'une partie de l'électricité produite aux concurrents privés (loi NOME), la passation de contrats de gré à gré avec les grandes entreprises accentuant la mise en concurrence, et tout cela sur fond d'ode cynique au capitalisme vert.

C'est pour cette raison que nous défendons la création d'un pôle 100 % public de l'énergie et que nous préconisons la création d'une commission pluraliste (élus, syndicats, particuliers, entreprises, associations et partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs de l'énergie. Nous pouvons peu face à la mauvaise météo, mais face à une mauvaise politique de l'énergie, ensemble nous pouvons beaucoup !

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UN DÉBAT NATIONAL INACHEVÉ...

Le débat national sur la transition énergétique s'est conclu le 18 juillet dernier sans parvenir à formuler des préconisations consensuelles au gouvernement. Était-il raisonnable d'envisager, sur une durée si courte, un débat avec de tels enjeux pour l'avenir du pays et des citoyens ? Finalement, le temps a manqué. Le document de synthèse souligne « 15 grands enjeux » traduisant les désaccords entre les participants - ONG, syndicats, entreprises, élus, État - adjoints d'un panel de citoyens. Des questions restent en suspens.

Comme dans toute synthèse, il y a boire et à manger. Par exemple, faut-il réduire notre consommation d'énergie de 50 % en 2050 ? Est-ce possible ? Ne peut-on pas créer tout de suite un pôle public de l'énergie ? Quid du soutien aux énergies photovoltaïques et éoliennes par des tarifs de rachat prohibitifs via une taxe, la CSPE, dont tous les usagers, y compris les plus démunis, sont prélevés sur la facture d'électricité ?

Malgré une participation non négligeable, l'organisation du débat n'a pas permis une forte présence populaire. Il s'est trop souvent réduit à des débats d'experts, de professionnels, d'organisations spécialisées. Il revient donc à l'État de trancher les grandes options du futur énergétique national et de préparer un projet de loi pour l'automne.

Pour sa part, le panel des citoyens ne s'y trompe pas. Il refuse le principe, présenté comme inéluctable, de l'augmentation répétée de la facture, comme la hausse des tarifs de 5% en août 2013 et 2014. Il refuse aussi toute taxation énergétique ou écologique, contre productive, car le pouvoir d'achat ne cesse d'être attaqué. Enfin, il réfute fortement l'idée d'un système « hyper contraignant » poussant à la culpabilité individuelle.

Le PCF soutient ces exigences pour une raison simple : **l'énergie est vitale à la vie.**

Elle doit donc être considérée comme un bien commun et soustraite aux règles du libéralisme, pour faire face au grand défi de la lutte contre le réchauffement climatique. Cela passe - tous les acteurs en conviennent - par la réduction drastique et progressive de l'usage des énergies fossiles carbonées (pétrole, charbon, gaz), productrices des gaz à effet de serre (GES).

Le PCF pose trois exigences pour réussir la transition énergétique :

SOCIALE : affirmer le droit à l'énergie et répondre aux besoins énergétiques individuels et collectifs de la société, réduire les consommations, certes, mais dans le cadre d'usages identiques (sobriété) et en aucun cas sous la contrainte du « signal prix », favoriser l'efficacité énergétique surtout dans le logement, agir contre la précarité énergétique, maintenir la péréquation tarifaire, ainsi que les tarifs régulés ;

ÉNERGÉTIQUES ET INDUSTRIELLES : s'appuyer sur les atouts industriels de la France, engager un effort sans précédent de recherche tout azimut, développer un mix énergétique pour l'électricité composé d'énergies renouvelables, dont l'hydraulique, et de nucléaire, sources d'énergies faibles en GES ;

POLITIQUE : stopper la politique européenne et nationale de privatisation et de déréglementation du secteur de l'énergie. La gestion de l'énergie doit être 100% publique. Les projets locaux d'autonomie énergétique ne peuvent en aucun cas mettre en cause la cohérence nationale, d'un service public qui fait chaque jour ses preuves ;
Le PCF prendra de nouvelles initiatives en ce sens à la rentrée. Rendez-vous à la fête de l'Humanité les 13, 14 et 15 septembre.

Pour faire le choix
de l'humain

Pour
combattre
la droite

Pour renforcer
le Front de gauche

J'ADHÈRE

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP / ville :

E-mail :

Tél. :